



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 14 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 janvier 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL**

Rue Gérard Schmitt

52300 Joinville

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 janvier 2023 dans l'établissement FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL (ex SWFT) implanté rue Gérard Schmitt 52300 Joinville. L'inspection a été annoncée le 20 janvier 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL (ex SWFT)
- rue Gérard Schmitt 52300 Joinville
- Code AIOT : 0005701249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, anciennement SWFT, a été repris par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE en 2016.

Il effectue toujours une activité de dégazage, nettoyage et réparation de wagons citernes et autres wagons.

L'activité de lavage de citernes n'est pas permanente sur site, et il n'a été effectué que le dégazage de 2 citernes en 2022.

Le site compte environ 28 salariés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de mise en demeure
- rejets atmosphériques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Accès aux points de prélèvements au droit des rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 1	/	Suspension	7 jours
7	Température de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Note : Suite à la liquidation judiciaire de l'exploitation et à la mise à l'arrêt du site le 6 mars 2023, ces propositions ne sont plus pertinentes.**

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesure de volumes d'eau rejetés	AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 1	/	Sans objet
2	Collecte et canalisation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation du site ont connu une amélioration notable depuis sa reprise par la société Franz Kaminski.

L'ensemble des points de la mise en demeure prise en 2021 ont été levés, à l'exception d'un point relatif à la surveillance des rejets atmosphériques.

Ce point, qui empêche toute vérification d'un impact maîtrisé des rejets atmosphériques du site sur son environnement, motivait une proposition de suspension d'une partie de l'activité.

**Suite à la liquidation judiciaire de l'exploitation et à la mise à l'arrêt du site le 6 mars 2023, cette proposition n'est plus pertinente.**

Un constat connexe et complémentaire relève une absence de suivi de la température de combustion des rejets atmosphériques, alors que cette donnée aurait pu permettre de lever des doutes sur ce même impact.

Ce constat étant nouveau, il motivait la proposition d'une mise en demeure. **Suite à la liquidation judiciaire de l'exploitation et à la mise à l'arrêt du site le 6 mars 2023, cette proposition n'est plus pertinente.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesure de volumes d'eau rejetés

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SARL FRANZ KAMINSKI FRANCE (SIRET : 40137442600021), dont le siège est situé rue Gerard Schnitt – 52300 JOINVILLE, et par la suite désigné « l'exploitant », est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite rue Gerard Schnitt – 52300 JOINVILLE, de mettre en conformité : - sous 3 mois, les installations de prélèvement d'eau du « pompage Marne » avec les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisé, soit par la mise en place d'un dispositif totalisateur des volumes prélevés, soit par la justification d'une impossibilité à mettre en place un tel dispositif et par la mise en place d'une procédure d'estimation des volumes prélevés;
<b>Constats :</b> Un dispositif de mesure des volumes prélevés a été mis en place. Il a été constaté fonctionnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Collecte et canalisation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SARL FRANZ KAMINSKI FRANCE (SIRET : 40137442600021), dont le siège est situé rue Gerard Schnitt – 52300 JOINVILLE, et par la suite désigné « l'exploitant », est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite rue Gerard Schnitt – 52300 JOINVILLE, de mettre en conformité : [...] - sous 1 an, les installations de lavage de citernes de produits dangereux avec les dispositions de l'article 5.6 de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisé, par la collecte et la canalisation des eaux météoriques susceptibles d'être polluées ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un constat interne de vérification de l'étanchéité de la zone bétonnée de récupération autours de l'aire de lavage. Ce constat n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Accès aux points de prélèvements au droit des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La société SARL FRANZ KAMINSKI FRANCE (SIRET : 40137442600021), dont le siège est situé rue Gerard Schnitt – 52300 JOINVILLE, et par la suite désigné « l'exploitant », est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite rue Gerard Schnitt – 52300 JOINVILLE, de mettre en conformité :            [...]            - sous 1 an, les installations de rejets atmosphériques (torchère) avec les dispositions de l'article 16 d) de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé, par la mise en place de points d'accès et de prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b> Aucun point de prélèvement n'a pu être aménagé.</p> <p>L'exploitant met en avant une difficulté d'ordre générale à respecter cette prescription concernant l'équipement de torchère ouverte installée sur le site.</p> <p>En effet, au-delà de la difficulté à accéder au point de rejet, les modalités de prélèvement des rejets, au droit d'une torchère ouverte, posent de réelles difficultés aux prestataires : températures élevées, représentativité d'une émission rendue diffuse, durée d'émission trop courte lors de la vidange d'une seule cuve d'une substance dangereuse par rapport aux durées de prélèvement minimales...</p> <p>Toutefois, si ces arguments sont valides, il découle de l'absence de ce point de prélèvement une absence totale de surveillance de la qualité des rejets atmosphériques du site depuis sa mise en service, ainsi qu'une impossibilité pour les services de l'inspection de diligenter des contrôles inopinés.</p> <p>Les impacts de l'activité de combustion de déchets dangereux du site sur la qualité de l'air et la santé des populations riveraines, alors qu'il est autorisé à traiter entre autres des substances cancérogènes (chlorure de vinyle, oxyde d'éthylène....) ne sont donc pas connus.</p> <p>C'est pourquoi il était initialement proposé de suspendre cette activité du site en attente d'une solution technique répondant à cette problématique.</p> <p><b>Suite à la liquidation judiciaire de l'exploitation et à la mise à l'arrêt du site le 6 mars 2023, cette proposition n'est plus pertinente.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> <b>Aucune, compte-tenu de la mise à l'arrêt du site</b>
<b>Proposition de suites :</b> /
<b>Proposition de délais :</b> /

## N° 7 : Température de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Conditions de combustion</p> <p>Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service.</p> <p>S'il s'agit de déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimée en chlore, supérieure à 1 %, la température doit être amenée à 1 100 °C pendant au moins deux secondes.</p> <p>La température doit être mesurée en continu. [...]</p> <p>f) Conditions alternatives [...]</p> <p>Des conditions différentes de celles fixées aux paragraphes a, b et c et, en ce qui concerne la température, au paragraphe e peuvent être autorisées pour certaines catégories de déchets ou pour certains traitements thermiques, à condition que les exigences du présent arrêté soient respectées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le site est autorisé pour la combustion de déchets dangereux gazeux, parmi lesquels des composés tels que le chlorure de vinyle ou l'oxyde d'éthylène, substances cancérogènes visées aux annexes IVc et IVd de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Le chlorure de vinyle est une substance organique halogénée, soumise à combustion à son état presque pur lorsque le site traite des citerne en ayant contenu.</p> <p>Ces modalités d'exploitation soumettent la combustion opérée aux exigences de température les plus importantes mentionnées ci-dessous ("la température doit être amenée à 1 100 °C pendant au moins deux secondes"), en vue notamment d'assurer la bonne dégradation des substances à traiter et l'absence de rejet de dioxines.</p> <p>Or, l'exploitant ne dispose d'aucun moyen de contrôle de la température appliquée dans ses installations, et n'est donc pas en mesure de justifier le respect des températures minimales.</p> <p>Il est par ailleurs en situation de non-respect de la prescription de mesure en continu de la température.</p> <p><b>Suite à la liquidation judiciaire de l'exploitation et à la mise à l'arrêt du site le 6 mars 2023, cette proposition n'est plus pertinente.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> <b>Aucune, compte-tenu de la mise à l'arrêt du site</b>
<b>Proposition de suites :</b> /
<b>Proposition de délais :</b> /